

RAPPORT FINANCIER 2005

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 47005

Code :
01

Nom officiel : Bromont

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
MEMBRES DU CONSEIL ET FONCTIONNAIRES	4
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers	6
Rapport du vérificateur général sur les états financiers (s'il y a lieu)	6.1
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
Activités financières	9
Activités d'investissement	10
Coût des services municipaux	11
Surplus (déficit) accumulé	12
Réserves financières et fonds réservés	13
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
Évolution de la situation financière	15
Notes complémentaires aux états financiers	16
Tableaux complémentaires	
Tableau 1 - Dépenses par objets	17
Tableau 2 - Dette à long terme	18
Tableau 3 - Financement des projets en cours	20
Tableau 4 - Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	20
Tableau 5 - Endettement total net à long terme	21
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	23
Paiements tenant lieu de taxes	24
Autres revenus de sources locales	25
Transferts	27
Analyse des dépenses de fonctionnement	29
Analyse du coût des services municipaux	31
Analyse de la répartition des dépenses des organismes municipaux	33
Analyse des activités financières du réseau d'électricité	34
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	35
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	35

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Analyse de la rémunération	37
Évaluation - Autres données	38
Taux des taxes	39
Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation	41
Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (s'il y a lieu)	41.1
Conciliation du total des taxes	42
Taux global de taxation	43
Fonds de roulement - Analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - Capital autorisé	45
Analyse des taxes à recevoir	46
Analyse du service de la dette	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	50
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	51
Questionnaire	52
Autres données	55
Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier	56

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Pauline Quinlan

CONSEILLERS Jean-Marc Maltais
Onil Couture
Réal Brunelle

Alain Chénier
Paul Rolland
Serge Dion

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Jacques Des Ormeaux

GREFFIER Pierre Simoneau

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Francis Deveault

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Francis Deveault, atteste que le rapport financier de
Bromont pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2005,
(Nom de l'organisme)
a été préparé conformément à la loi qui régit cet organisme.

Date 2006-04-20 Signature _____

Téléphone (450) 534-2021 224 Télécopieur (450) 534-1025
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification : 2006-05-08 16:23:37

Réservé au ministère

1 182 684	9 883 371	1,6269	2 217 992
-----------	-----------	--------	-----------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié le bilan de la Ville de Bromont au 31 décembre 2005 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2005, ainsi que des résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

Les états financiers au 31 décembre 2004 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par d'autres vérificateurs qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers dans leur rapport daté du 18 mars 2005.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

LIEU Granby

DATE 2006-04-20

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2006-05-08 16:23:37

Réservé au ministère

1 182 684

9 883 371

1,6269

2 217 992

ÉTATS FINANCIERS

BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 2005

	2005	2004
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1	814 217
Placements temporaires	2	
Encaisse et placements affectés (note 4)	3 451 640	308 504
Débiteurs (note 5)	4 2 251 115	1 705 915
Stocks (note 6)	5 118 867	102 859
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	
Autres actifs (note 7)	7 293 422	189 265
	8 3 115 044	3 120 760
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9 570	570
Créances à long terme (note 9)	10 68 347	68 347
Placements à long terme (note 10)	11	
Immobilisations (note 11)	12 45 153 715	39 895 142
	13 48 337 676	43 084 819
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES		
Passif à court terme		
Découvert bancaire	14 53 162	
Emprunts temporaires	15 145 983	1 279 000
Créditeurs et frais courus (note 12)	16 2 331 926	2 116 991
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17 237 626	
Revenus reportés (note 14)	18 263 373	293 921
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19 2 281 381	2 305 526
	20 5 313 451	5 995 438
Subventions reportées (note 11)	21 4 436 924	4 537 278
Dette à long terme (note 15)	22 17 315 296	14 407 668
	23 27 065 671	24 940 384
Avoir des contribuables		
Surplus (déficit) accumulé	24 2 217 992	1 519 908
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25 (164 838)	(233 137)
Réserves financières et fonds réservés	26 (1 970 180)	(1 855 925)
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27 21 189 031	18 713 589
	28 21 272 005	18 144 435
	29 48 337 676	43 084 819
Engagements contractuels (note 21)		
Éventualités (note 23)		

ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		2005		2004
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus				
Taxes	1	12 100 179	12 830 937	10 984 927
Paiements tenant lieu de taxes	2	58 000	60 739	44 794
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres revenus de sources locales	5	1 233 059	2 165 496	1 850 673
Transferts	6	139 907	288 613	214 286
	7	13 531 145	15 345 785	13 094 680
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	8()	(146 528)	(39 089)
	9	13 531 145	15 199 257	13 055 591
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	10	1 663 376	1 630 589	2 066 175
Sécurité publique	11	2 097 547	2 108 912	1 778 279
Transport	12	2 028 531	2 094 056	2 159 181
Hygiène du milieu	13	1 592 894	1 599 930	1 354 468
Santé et bien-être	14	28 278	27 602	21 164
Aménagement, urbanisme et développement	15	1 140 599	1 138 906	648 986
Loisirs et culture	16	1 005 075	1 000 739	960 326
Réseau d'électricité	17			
Frais de financement	18	1 085 945	846 470	922 534
	19	10 642 245	10 447 204	9 911 113
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme				
Remboursement de capital	20	2 306 720	2 297 875	2 187 675
Virement du Fonds d'amortissement	21()))
Virement au Fonds d'amortissement	22			
	23	2 306 720	2 297 875	2 187 675
Autres transferts aux activités d'investissement	24	186 680	126 098	177 661
	25	2 493 400	2 423 973	2 365 336
	26	13 135 645	12 871 177	12 276 449
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations				
	27	395 500	2 328 080	779 142
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	28		70 000	293 952
Surplus accumulé affecté	29			186 017
Réserves financières et fonds réservés				
Virement de	30		14 502	54 918
Virement à	31(395 500)	(1 247 256)	(497 635)
	32	(395 500)	(1 162 754)	37 252
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières				
	33		1 165 326	816 394
Financement à long terme des activités financières (note 17)	34		17 358	
Surplus (déficit) de l'exercice				
	35		1 182 684	816 394

**ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant				
Des contribuables ou des municipalités membres				
Taxes générales spéciales	1			
Taxes de secteur spéciales	2			
Répartitions aux municipalités membres				
Ensemble des municipalités	3			
Certaines municipalités	4			
Autres	5			
De tiers				
Contributions des promoteurs	6		13 840	9 651
Transferts conditionnels	7		119 188	29 438
Autres	8		13 500	
	9		146 528	39 089
Autres transferts des activités financières	10	186 680	126 098	177 661
Autres sources				
Surplus accumulé non affecté	11	25 000	175 000	
Surplus accumulé affecté	12			
Réserves financières et fonds réservés	13	459 869	492 606	423 203
Emprunts à long terme à la charge				
Des contribuables ou des municipalités membres	14	7 023 604	5 164 000	1 305 000
De tiers	15	25 000		
	16	7 720 153	6 104 232	1 944 953
Dépenses d'investissement				
Administration générale	17	71 676	14 364	20 995
Sécurité publique	18	73 520	351 215	1 296 983
Transport	19	3 982 804	3 110 561	2 397 391
Hygiène du milieu	20	411 943	705 231	59 905
Santé et bien-être	21			
Aménagement, urbanisme et développement	22	18 725	2 147 825	7 076
Loisirs et culture	23	3 161 485	869 039	343 423
Réseau d'électricité	24			
	25	7 720 153	7 198 235	4 125 773
Surplus (déficit) de l'exercice	26		(1 094 003)	(2 180 820)

**COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement		Subventions de fonctionnement et leurs entreprises) -	Services rendus	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux
			Immobilisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -				
	+	+	+	-	-	-	=	=
Administration générale	1 630 589 ¹¹	47 503 ²⁰	95 615 ²⁹	38	47	11 074 ⁵⁶	(10 251) ⁶⁵	1 772 884
Sécurité publique	2 108 912 ¹²	85 460 ²¹	195 340 ³⁰	39	48	214 720 ⁵⁷	66	2 174 992
Transport	2 094 056 ¹³	209 195 ²²	928 802 ³¹	72 880 ⁴⁰	4 947 ⁴⁹	43 083 ⁵⁸	67	3 111 143
Hygiène du milieu	1 599 930 ¹⁴	423 633 ²³	395 796 ³²	148 758 ⁴¹	22 879 ⁵⁰	7 400 ⁵⁹	68	2 240 322
Santé et bien-être	27 602 ¹⁵		33	42	51	60	69	27 602
Aménagement, urbanisme et développement	1 138 906 ¹⁶	46 975 ²⁵	33 270 ³⁴	2 129 ⁴³	52	24 060 ⁶¹	(65 206) ⁷⁰	1 258 168
Loisirs et culture	1 000 739 ¹⁷	33 704 ²⁶	138 556 ³⁵	9 274 ⁴⁴	44 086 ⁵³	292 128 ⁶²	71	827 511
Réseau d'électricité			36	45	54	63	72	
Frais de financement	846 470 ¹⁹(846 470)						
	10 447 204		1 787 379 ³⁷	233 041 ⁴⁶	71 912 ⁵⁵	592 465 ⁶⁴	(75 457) ⁷³	11 412 622

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Virement de		Virement à		Solde
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				1	1 519 908
Redressement aux exercices antérieurs				2	(39 600)
Solde redressé				3	1 480 308
Affectation - activités financières			4	70 000 5	(70 000)
Affectation - activités d'investissement			6	175 000 7	(175 000)
Affectation - surplus accumulé affecté	8		9	545 800 10	(545 800)
Affectation - réserves financières	11		12		
Affectation - fonds réservés	14		15	200 000 16	(200 000)
Surplus (déficit) de l'exercice	17	1 182 684		18	1 182 684
Autres (préciser)					
-	19		20	21	
-	22		23	24	
NON AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE	25	1 182 684	26	990 800 27	1 672 192
AFFECTÉ - SOLDE AU 1^{ER} JANVIER				28	
Redressement aux exercices antérieurs				29	
Solde redressé				30	
Affectation - activités financières	31		32	33	
Affectation - activités d'investissement			34	35	
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	545 800	37	38	545 800
Affectation - réserves financières	39		40	41	
Affectation - fonds réservés	42		43	44	
Autres (préciser)					
-	45		46	47	
-	48		49	50	
AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE (note 16)	51	545 800	52	53	545 800
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE	54	1 728 484	55	990 800 56	2 217 992

**INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
Solde au 1^{er} janvier	1	18 713 589	15 178 150
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	18 713 589	15 178 150
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	7 198 235	4 125 773
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8	233 041	230 538
Remboursement du capital de la dette à long terme	9	2 297 875	2 187 675
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	9 729 151	6 543 986
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13	152 285	
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	1 787 379	1 674 367
Réduction de créances à long terme	17		
Subventions reportées	18	132 687	29 180
Émission de dettes à long terme			
Activités d'investissement	19	5 164 000	1 305 000
Activités financières	20	17 358	
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	7 253 709	3 008 547
Solde au 31 décembre	24	21 189 031	18 713 589

**ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
Activités de fonctionnement			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	1 182 684	816 394
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	1 162 754	(37 252)
Autres (préciser)			
-	3		
- Financement L.T. act. fin.	4	(17 358)	
	5	2 328 080	779 142
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	6	146 528	39 089
Autres transferts aux activités d'investissement	7	126 098	177 661
Remboursement du capital de la dette à long terme	8	2 297 875	2 187 675
Cessions d'immobilisations	9	(69 791)	(26 868)
Autres (préciser)			
- Subventions immobilisations	10	(132 688)	(29 438)
- Montant à pourvoir futur	11	68 297	34 098
	12	4 764 399	3 161 359
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	13	(545 200)	(371 641)
Stocks	14	(16 008)	13 475
Autres actifs	15	(104 157)	61 961
Créditeurs et frais courus	16	214 935	634 857
Provision pour contestations d'évaluation	17	237 626	(201 500)
Revenus reportés	18	(30 548)	(203 151)
	19	4 521 047	3 095 360
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	20	(7 198 235)	(4 125 773)
Acquisitions de placements à long terme	21		
Cessions d'immobilisations	22	69 791	26 868
Autres (préciser)			
-	23		
-	24		
	25	(7 128 444)	(4 098 905)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	26	5 181 358	1 305 000
Remboursement du capital de la dette à long terme	27	(2 297 875)	(2 187 675)
Montants à recouvrer de tiers	28		
Autres (préciser)			
- Subventions immobilisations	29	132 688	29 438
-	30		
	31	3 016 171	(853 237)
Augmentation (diminution) des liquidités	32	408 774	(1 856 782)
Situation des liquidités au début	33	(156 279)	1 700 503
Situation des liquidités à la fin	34	252 495	(156 279)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et des placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Bromont, constituée en vertu de la Loi constituant la Ville de Bromont (Bill privé 111), est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Énoncé des principales pratiques et conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers de la ville sont présentés sur une base cumulative de façon à représenter l'ensemble de ses activités et transactions sans égard à sa structure comptable.

B) Comptabilité d'exercice

La ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, ils sont comptabilisés lorsque la ville satisfait aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****D) Immobilisations**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes d'amortissement suivantes;

Infrastructures	linéaire	15,20 et 40 ans
Bâtiments	linéaire	7, 30 et 40 ans
Véhicules	dégressive	8 à 30 %
Ameublement	linéaire	5 et 10 ans
Machinerie	dégressive	8 et 15 %
Autres	linéaire	1 an

La contrepartie de l'amortissement des immobilisations calculé au cours de l'exercice est déduite de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme dans l'avoir des contribuables.

L'incidence de l'amortissement des immobilisations au cours de l'exercice est également présentée dans l'état du coût des services municipaux.

Les immobilisations financées à même les fonds généraux sont imputées à l'état des activités financières sous la rubrique "Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement" ou "Autres transferts aux activités d'investissement".

E) Autres éléments

(préciser)

ESTIMATIONS COMPTABLES:

Pour dresser les états financiers, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reportées sont présentées au coût. L'amortissement est calculé au même rythme que l'amortissement des immobilisations correspondantes. La contrepartie de l'amortissement des subventions reportées calculé au cours de l'exercice est ajoutée à l'investissement net des éléments d'actif à long terme dans l'avoir des contribuables.

L'incidence de l'amortissement des subventions reportées au cours de l'exercice est également présentée dans l'état du coût des services municipaux.

DETTE À LONG TERME :

Le remboursement en capital de la dette à long terme est imputé à l'état des activités financières sous la rubrique "Autres activités financières".

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

3. Modification de convention comptable

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
- Disposition des boues	1	135 502	174 325
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
- Fonds de roulement	4	232 494	49 579
- Fonds parcs & terrains de jeux	5	83 644	84 600
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	451 640	308 504
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 167 013	681 000
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13	5 092	5 693
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	342 576	287 707
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	84 363	236 240
Organismes municipaux	16	80 933	64 694
Autres (préciser)			
- Mutation et contraventions	17	524 595	361 660
- Divers	18	46 543	68 921
	19	2 251 115	1 705 915
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	76 341	293 475
Note			
6. Stocks (préciser)			
- Matériels et fournitures	21	118 867	102 859
-	22		
-	23		
-	24		
	25	118 867	102 859
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	86 782	80 192
Dépenses reportées (préciser)			
- Frais de financement	27	166 405	92 601
- Dépenses d'élection	28	40 235	16 472
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
-	31		
-	32		
	33	293 422	189 265
Note			
8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Travaux en cours	36		
Autres	37	570	570
	38	570	570
Note			
9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39	68 347	68 347
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43		
	44	68 347	68 347
Tranche exigible des créances à long terme	45	() ()	
	46	68 347	68 347
Note			
Prêt sans intérêt, échéant le 1er janvier 2026, non encaissable avant l'échéance.			
10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte	47		
Autres participations	48		
	49		
Placements affectés	50		
Autres placements	51		
	52		
	53		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Catégories	2005			2004		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
11. Immobilisations						
Infrastructures						
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	54 11 569 182	68 3 612 230	80 7 956 952	94 9 246 204	108 3 258 145	120 5 988 059
Autres	55 41 442 142	69 18 837 586	81 22 604 556	95 40 683 387	109 17 968 634	121 22 714 753
Réseau d'électricité	56 7 328 389	70 3 370 610	82 3 957 779	96 6 296 270	110 3 199 923	122 3 096 347
Bâtiments	57	71	83	97	111	123
Améliorations locales	58	72	84	98	112	124
Véhicules	59	73	85	99	113	125
Ameublement et équipement de bureau	60	74	86	100	114	126
Machinerie, outillage et équipement divers	61	75	87	101	115	127
Terrains	62	76	88	102	116	128
Autres	63	77	89	103	117	129
	64	78	90	104	118	130
Immobilisations en cours	65	91	91	105	131	131
	66	78	92	106	118	132
	67	79	93	107	119	133
Subventions reportées	8 145 424	3 708 500	4 436 924	8 012 737	3 475 459	4 537 278
Note						
	67	79	93	107	119	133
	66	78	92	106	118	132
	64	78	90	104	118	130
	65	91	91	105	131	131
	66	78	92	106	118	132
	67	79	93	107	119	133

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
12. Crédoiteurs et frais courus			
Fournisseurs	134	1 268 360	1 228 207
Salaires et déduotions à la source à payer	135	197 648	186 645
Dépôts et retenues de garantie	136	271 951	210 733
Gouvernement du Canada et ses entreprises	137		4 799
Gouvernement du Québec et ses entreprises	138	24 044	20 559
Société québécoise d'assainissement des eaux	139		
Organismes municipaux	140	79 885	3 180
Commissions scolaires	141		13 888
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	142	220 534	254 305
Autres courus et passifs (préciser)			
- Allocation de départ - élu	143	12 205	6 897
- Vacances et provisions	144	257 299	187 778
-	145		
-	146		
	147	2 331 926	2 116 991

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation**

Au 31 décembre 2005, la valeur des contestations d'évaluation pour le rôle d'évaluation 2005-2006-2007 s'élève à 58 920 900 \$. La provision pour les contestations s'élève à 237 626 \$.

14. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	148	806	
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres actifs	150	154 775	169 276
Autres (préciser)			
- Autres	151	11 952	28 478
- Surplus régime retraite élus	152	95 840	96 167
	153	263 373	293 921

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005	2004
15. Dette à long terme			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	154	19 551 200	16 645 600
Monnaies étrangères	155		
Taux d'intérêt variant de	2,50 à		
Échéant de	2006 à	5,74 %,	2045
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	156	29 530	35 468
Organismes municipaux	157	15 947	14 000
Autres	158		18 126
<u>Dettes en cours de refinancement</u>	159		
	160	19 596 677	16 713 194
<u>Versements exigibles à court terme</u>	161	(2 281 381)	(2 305 526)
	162	17 315 296	14 407 668
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Revenus reportés	163	154 775	169 276
Surplus accumulés affectés	164		
Fonds réservés (préciser)			
- Fonds d'amortissement SQAÉ	165	602	198
-	166		
-	167		
	168	155 377	169 474
Montant à recouvrer de tiers			
Gouvernements du Québec et du Canada			
et leurs entreprises	169		
Organismes municipaux	170		
Autres tiers	171		
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	172	456 696	540 009
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités			
membres	173	18 984 604	16 003 711
De la municipalité	174		
	175	19 596 677	16 713 194

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total
2006	176	2 274 000	181	7 381	186	2 281 381
2007	177	2 359 400	182	7 447	187	2 366 847
2008	178	2 313 100	183	7 517	188	2 320 617
2009	179	2 280 600	184	7 590	189	2 288 190
2010	180	2 003 400	185	7 666	190	2 011 066

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005	2004
16. Surplus accumulé affecté		
- Affecté à l'exercice suivant	191	545 800
-	192	
-	193	
-	194	
-	195	
-	196	
-	197	
-	198	
-	199	
-	200	
	201	545 800

Note**17. Financement à long terme des activités financières**

Ce montant de 17 358 \$, représente la quote-part de la Ville de Bromont au financement du système informatique de la cour municipale de Waterloo.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

18. Montants à pourvoir dans le futur

Les mesures transitoires relatives aux normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous.

Revenus : (préciser la méthode)

Dépenses : (préciser la méthode)

Intérêts - dette à long terme:

Les intérêts courus sur la dette à long terme sont amortis selon l'échéancier de la dette.

Les ajustements résultant des normes comptables en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 .

	Solde au 1^{er} janvier 2005	Activités financières	Solde au 31 décembre 2005
Revenus			
-	202	211	219
-	203	212	220
-	204	213	221
	205	214	222
Déduire			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	206	215	223
Autres	207	216	224
	208	217	225
	209	218	226
Intérêts - dette à long terme	210	233 137	227
			228
			(164 838)
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

19. Régimes de retraite**A) RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes	229	_____
S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.		
Nombre d'employés actifs	230	_____

Description des régimes

S/O

Résultats et hypothèses de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation

Année(s) de la dernière évaluation	231	_____	232	_____	233	_____		
Valeur actuarielle des actifs					234	\$		
Méthode d'évaluation des actifs								
235 -								
Test de solvabilité			236	_____	%	237	_____	%
Valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées					238	\$		
Méthode de calcul des obligations								
239 -								
Taux d'actualisation			240	_____	%	241	_____	%
Taux de rendement prévu à long terme			242	_____	%	243	_____	%
Taux de croissance des salaires			244	_____	%	245	_____	%
Taux d'inflation			246	_____	%	247	_____	%

État de la situation de capitalisation au 31 décembre 2005

Valeur projetée des actifs	248	_____	\$
Valeur projetée des obligations au titre des prestations constituées	249	_____	\$
Valeur marchande de la caisse de retraite	250	_____	\$

Cotisations et taux de cotisation applicables

Cotisations des employés	251	_____	\$	252	_____	%	253	_____	%
Cotisations de l'employeur - services courants	254	_____	\$	255	_____	%	256	_____	%
Cotisations de l'employeur - services passés	257	_____	\$						
Cotisations de l'employeur - déficit actuariel	258	_____	\$						
Cotisations de l'employeur - déficit de solvabilité ²⁵⁹	259	_____	\$						

B) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATION DÉTERMINÉE

Nombre de régimes	260	_____	1
S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.			
Nombre d'employés actifs	261	_____	30

Description des régimes

Le régime de retraite des employés de la Ville de Bromont est un régime à cotisations déterminées. Les coûts du régime de retraite des employés sont imputés aux dépenses au cours de l'exercice où les fonds requis doivent être versés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****Cotisations et taux de cotisation applicables**

Cotisations des employés	262	<u>205 957 \$</u>	263	<u>3 %</u>	264	<u>11 %</u>
Cotisations de l'employeur - services courants	265	<u>173 789 \$</u>	266	<u>5 %</u>	267	<u>9 %</u>
Cotisations de l'employeur - services passés	268	<u>\$</u>				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

19. Régimes de retraite (suite)**C) RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au régime

269 oui270 non

Nombre d'élus participants (RRÉM)

271 7**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RRÉM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSÉM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RRÉM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RRÉM les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités, alors que dans le cas du RPSÉM seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes selon la comptabilité de caisse comme s'ils étaient des régimes à cotisation déterminée. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versables par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Cotisations et contributions

Cotisations des élus (RRÉM)	272	<u>4 001 \$</u>
Contributions de l'employeur (RRÉM)	273	<u>13 552 \$</u>
Contributions de l'employeur (participation au RPSÉM)	274	<u>9 376 \$</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REÉR individuel, REÉR collectif et autres)

Nombre d'autres régimes

275 _____

S'il y a plus d'un régime, un taux minimum et un taux maximum sont fournis aux endroits appropriés.

Nombre d'employés actifs

276 _____

Description des régimes

S/O

Cotisations et taux de cotisation applicables s'il y a lieu

Cotisations des employés	277	\$	278	%	279	%
Cotisations de l'employeur	280	\$	281	%	282	%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****20. Fonds de roulement**

La Ville de Bromont dispose d'un fonds de roulement autorisé de 1 000 000 \$. Au 31 décembre 2005, aucun capital n'est engagé. Le capital engagé est habituellement remboursé sur trois ans.

21. Engagements contractuels

La Ville de Bromont s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Bromont à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi de la Société d'Habitation du Québec. Selon les prévisions budgétaires présentées au conseil municipal, l'engagement serait de l'ordre de 27 518 \$ pour l'exercice 2006.

La Ville de Bromont s'est engagée en vertu de baux pour la location de véhicules et de machinerie, à payer des montants totalisant 179 582 \$, lesquels s'échelonnent sur une période de cinq ans, payable comme suit:

2006: 41 256 \$;
2007: 41 256 \$;
2008: 41 256 \$;
2009: 30 444 \$;
2010: 25 370 \$.

La Ville de Bromont s'est engagée par divers contrats (dénégement, entretien, etc) à payer des montants totalisant 319 004 \$ lesquels s'échelonnent sur une période de deux ans, dont un montant de 175 544 \$ est payable au cours du prochain exercice.

La Ville de Bromont a signé un contrat pour la collecte des déchets domestiques et la collecte sélective avec la firme Sita Inc. pour une durée de trois ans, soit du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007, au prix unitaire de 112,89 \$ par logement pour la deuxième année.

La Ville de Bromont a conclu en 1992 une entente portant sur l'établissement d'une cour municipale commune par l'extension de la compétence territoriale de la cour municipale de la Ville de Waterloo. Les dépenses en immobilisation sont réparties entre les municipalités au prorata de leur population respective. Les coûts d'exploitation sont répartis entre les municipalités au prorata des dossiers soumis. La Ville de Bromont est donc engagée à payer les cotisations conformément à l'entente.

22. Informations concernant les organismes périmunicipaux et supramunicipaux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE BROMONT (SODEB)

La SODEB, fondée le 26 septembre 2000, est un organisme sans but lucratif, constituée en vertu de la troisième Partie de la Loi sur les compagnies du Québec.

Ses buts sont entre autres, de favoriser le développement économique de la Ville de Bromont, de faire connaître les avantages économiques, de développer des partenariats avec des entreprises et de recevoir et d'administrer des dons, legs et autres contributions.

La contribution de la Ville de Bromont à cet organisme pour l'exercice financier 2005 est de 82 276 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

À la date du dépôt du présent rapport financier, la SODEB n'avait pas encore adopté son propre rapport financier, aucune information n'est donc disponible quant à l'actif net, aux engagements et aux dettes de l'organisme.

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA (MRC)

La MRC regroupe les municipalités de Bromont, Granby (ville), Granby (canton), Roxton Pond, Saint-Alphonse, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachin-de-Shefford, Shefford, Warden et Waterloo. La MRC, organisme intermunicipal, assure la planification et le suivi de l'aménagement sur le territoire et elle soutient financièrement le centre local de développement.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis entre les municipalités selon la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville de Bromont pour l'exercice 2005 est de 191 340 \$. De plus, la Ville de Bromont a versée la somme de 100 539 \$ pour le service d'évaluation de la MRC. Au 31 décembre 2005, l'avoir total de la MRC est de 1 608 050 \$, la partie attribuable à la Ville de Bromont est de 208 983 \$. Au 31 décembre 2005, la ville doit 1 240 \$ à la MRC.

Au 31 décembre 2005, les engagements contractuels de la MRC sont les suivants:
En vertu d'un bail à long terme, la MRC s'est engagée à verser un montant minimum de 110 472 \$ payable au cours des trois prochaines années dont un montant minimum de 36 824 \$ payable au cours du prochain exercice.

La MRC s'est également engagée, par la signature d'un protocole d'entente avec la Société d'histoire de Shefford, à une participation financière pour ses opérations courantes. Cette participation de l'ordre de 36 000 \$ s'étend sur les deux prochaines années et un montant de 18 000 \$ est payable au cours du prochain exercice.

Par ailleurs, la MRC a également contracté un engagement auprès de Solidarité ethnique régionale Yamaska (SERY) par lequel elle lui versera un montant minimum de 45 000 \$ payable au cours des trois prochaines années dont un montant minimum de 15 000 \$ payable au cours du prochain exercice. À noter que les sommes qui seront versées en 2007 et 2008 seront ajustées en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Finalement, la MRC a également signé une entente avec l'entreprise F. Lacasse et fils inc. relativement à la conciergerie pour un montant total de 22 071 \$ au cours des deux prochaines années dont un montant minimum de 10 556 \$ payable au cours du prochain exercice.

RÉGIE AÉROPORTUAIRE RÉGIONALE DES CANTONS DE L'EST (RARCE)

La RARCE est une régie intermunicipale composée des municipalités de Bromont, Cowansville et Granby.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

La RARCE a pour mandat d'opérer et d'exploiter l'aéroport situé au 101 avenue de Ciel à Bromont ainsi que d'y apporter les améliorations jugées utiles.

Les coûts d'exploitation, les immobilisations et la dette sont répartis à parts égales entre les villes Bromont, Cowansville et Granby. La quote-part de la Ville de Bromont pour l'exercice financier 2005 est de 96 000 \$. L'endettement total net à long terme attribuable à la Ville de Bromont au 31 décembre 2005 est nul. La part de l'avoir attribuable à la Ville de Bromont s'établit à 577 771 \$ selon les états financiers au 31 décembre 2005. Il n'y a aucun créancier ni débiteur entre la Ville de Bromont et la RARCE.

23. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

n/a

b) Auto-assurance

La Ville de Bromont ne pratique pas l'auto-assurance.

c) Poursuites

n/a

d) Autres (préciser)

n/a

24. Autres notes**REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS**

Un redressement a été rendu nécessaire pour tenir compte d'une correction au solde d'ouverture de la réserve financière relative à la disposition des boues. Un montant de 39 600 \$ a donc été réduit du surplus accumulé de la ville.

CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée au cours du présent exercice.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

		2005				Total	2004
		Activités financières		Activités d'investissement			
Rémunération							
Élus	1	113 378			43	113 378	106 347
Employés	2	3 772 122	27		44	3 772 122	3 492 747
Cotisations de l'employeur							
Élus	3	28 561			45	28 561	21 036
Employés	4	737 733	28		46	737 733	690 510
Transport et communication	5	312 374	29		47	312 374	253 067
Services professionnels, techniques et autres							
Honoraires professionnels	6	942 776	30		48	942 776	547 833
Services techniques	7	855 659	31		49	855 659	670 984
Autres	8	133 243	32		50	133 243	139 877
Location, entretien et réparation							
Location	9	66 965	33		51	66 965	100 170
Entretien et réparation	10	612 950			52	612 950	520 762
Biens durables							
Travaux de construction	11		34	4 431 857	53	4 431 857	3 336 020
Achats de biens	12		35	2 766 378	54	2 766 378	789 753
Biens non durables							
Fournitures de services publics	13	557 515			55	557 515	542 543
Autres biens non durables	14	1 085 035			56	1 085 035	930 764
Frais de financement							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	15	831 228			57	831 228	921 660
D'autres organismes municipaux	16				58		
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	17				59		
D'autres tiers	18				60		
Autres frais de financement	19	15 242	36		61	15 242	874
Contributions à des organismes							
Organismes municipaux							
Répartition des dépenses	20	465 855			62	465 855	440 942
Autres	21		37		63		
Organismes gouvernementaux	22	60 018	38		64	60 018	49 307
Autres organismes	23	109 317	39		65	109 317	196 099
Autres objets							
Créances douteuses ou irrécouvrables	24	(275 714)	40		66	(275 714)	279 402
Autres	25	22 947	41		67	22 947	6 189
	26	10 447 204	42	7 198 235	68	17 645 439	14 036 886

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2

DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

A) OBLIGATIONS ET BILLETS

Émission		Solde				
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004
MONNAIE CANADIENNE						
2000-01-11	Émission # 77 - Obligation	3 038 000	6,00	2015		1 828 000
2000-04-25	Émission # 78 - Billet	1 088 000	6,05	2005		248 000
2000-08-22	Émission # 79 - Obligation	3 055 000	6,05	2015		2 067 000
2001-02-02	Émission # 80 - Obligation	4 591 000	5,25	2016	3 143 000	3 537 000
2001-05-18	Émission # 81 - Billet	349 000	5,74	2011	232 400	264 100
2001-09-18	Émission # 82 - Billet	81 000	5,30	2006	18 200	35 300
2002-03-08	Émission # 83 - Billet	853 000	5,05	2012	641 200	715 400
2002-08-16	Émission # 84 - Billet	492 400	4,55	2012	305 600	370 900
2002-12-16	Émission # 85 - Billet	1 429 500	4,10	2022	987 200	1 141 800
2003-03-17	Émission # 86 - Billet	1 148 557	3,70	2013	959 300	1 056 100
2003-07-28	Émission # 87 - Obligation	1 384 000	3,25	2013	1 029 000	1 210 000
2003-12-12	Émission # 88 - Billet	1 063 500	3,40	2023	893 700	980 700
2004-04-15	Émission # 89 - Billet	1 027 300	3,14	2009	837 600	1 027 300
2004-10-12	Émission # 90 - Obligation	2 164 000	2,80	2024	1 974 000	2 164 000
2005-01-11	Émission # 91 - Obligation	1 836 000	2,50	2025	1 836 000	
2005-08-16	Émission # 92 - Obligation	4 101 000	2,70	2025	4 101 000	
2005-12-13	Émission # 93 - Obligation	2 593 000	3,50	2045	2 593 000	
					19 551 200	16 645 600

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

		Émission		Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	

MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

2		5			
3		19 551 200	6		16 645 600

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

**DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

		Émission			Solde	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2005	2004
MONNAIE CANADIENNE						
1990-01-01	SQAE				29 530	35 468
2002-12-17	Ville de Cowansville Convention de retraite			2005 2005		14 000 18 126
2005-01-01	Ville de Waterloo	17 358	4,53	2014	15 947	
					1	67 594

MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

2	5
3	67 594

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 5

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005

		Secteurs		Ensemble		Total
Dette à long terme (note 15)	1	456 696	22	19 139 981	43	19 596 677
Déduire						
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2		23	155 377	44	155 377
Montants à recouvrer de tiers	3		24		45	
Subventions ou contributions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4		25	745 688	46	745 688
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5		26		47	
Autres (préciser)						
-	6		27		48	
-	7		28		49	
Ajouter						
Dépenses d'investissement à financer	8		29	3 969 502	50	3 969 502
Dépenses d'activités financières à financer	9		30		51	
Autres (préciser)						
-	10		31		52	
-	11		32		53	
Endettement net à long terme	12	456 696	33	22 208 418	54	22 665 114
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes						
Municipalité régionale de comté	13		34	51 104	55	51 104
Communauté métropolitaine	14		35		56	
Régie intermunicipale	15		36		57	
Organisme public de transport	16		37		58	
Autres organismes municipaux	17		38		59	
Autres organismes	18		39		60	
	19		40	51 104	61	51 104
Endettement total net à long terme	20	456 696	41	22 259 522	62	22 716 218
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	21		42		63	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

TAXES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	10 143 363	10 662 260
Taxes spéciales pour le service de la dette	2		9 051 439
Taxes spéciales pour les activités financières	3		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales pour le service de la dette	5		14 434
Taxes spéciales pour les activités financières	6		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	10 143 363	10 662 260
			9 065 873
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 089 486	1 223 352
Égout	11	380 440	385 789
Traitement des eaux usées	12		360 007
Matières résiduelles	13	393 890	456 626
Autres (préciser)			316 371
-	14		
-	15		
-	16		
Service de la dette	17	93 000	102 910
Activités financières	18		98 202
Activités d'investissement	19		
	20	1 956 816	2 168 677
			1 919 054
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	21		
Autres	22		
	23		
	24	12 100 179	12 830 937
			10 984 927

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	1		
Taxes d'affaires	2		
Autres taxes, compensations et tarification	3		
Compensations pour les terres publiques	4		
	5		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	6		
Cégeps et universités	7		
Écoles primaires et secondaires	8	58 000	60 739
	9	58 000	44 794
60 739			44 794
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	10		
Taxes d'affaires	11		
Autres taxes, compensations et tarification	12		
Biens culturels classés	13		
	14		
	15	58 000	60 739
			44 794
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	16		
Taxes d'affaires	17		
Autres taxes, compensations et tarification	18		
	19		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	20		
Autres taxes, compensations et tarification	21		
	22		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	23		
Autres	24		
	25		
	26	58 000	60 739
			44 794

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2		
	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	167 467	182 166
Sécurité civile	6		144 855
Autres	7		
	8	167 467	182 166
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9		
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12		
Autres	13		
	14		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15		
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17		
Réseaux d'égout	18		
Matières résiduelles	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
	23		
Santé et bien-être			
Logement social	24		
Autres	25		
	26		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	27		
Rénovation urbaine	28		
Promotion et développement économique	29		
Autres	30		
	31		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	32	12 500	17 357
Activités culturelles			
Bibliothèques	33		
Autres	34		
	35	12 500	17 357
Réseau d'électricité	36		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (SUITE)			
Service de la dette et autres frais de financement			
Service de la dette			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	1		
Remboursement de la dette à long terme	2		
Autres frais de financement	3		
	4		
TOTAL DES SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX	5	179 967	199 523
			162 407
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	6	2 500	11 074
Sécurité publique	7	29 500	32 554
Transport	8	30 000	43 083
Hygiène du milieu	9	5 000	7 400
Santé et bien-être	10		
Aménagement, urbanisme et développement	11	6 405	24 060
Loisirs et culture	12	245 250	274 771
Réseau d'électricité	13		
Autres	14		
	15	318 655	392 942
			414 822
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
Licences et permis	16	46 300	87 786
Droits de mutation immobilière	17	300 000	774 812
Autres	18		
Amendes et pénalités	19	251 000	395 578
Intérêts	20	110 000	122 758
Cessions d'actifs à long terme			
Immeubles industriels municipaux	21		
Autres actifs	22	27 137	46 471
Contributions des promoteurs	23		13 840
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	24		
Transport adapté	25		
Transport scolaire	26		
Autres	27		
Contributions des automobilistes	28		
Autres	29		
			131 786
	30	734 437	1 573 031
			1 273 444
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	31	1 233 059	2 165 496
			1 850 673

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

TRANSFERTS	2005		2004
	Budget	Réalizations	Réalizations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2		
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6		
Diversification des revenus	7	53 000	50 850
Programme d'aide financière aux MRC	8		
Autres	9	44 513	44 513
Autres transferts inconditionnels	10		
	11	97 513	95 363
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	12		
Sécurité publique			
Police	13		
Sécurité incendie	14		
Sécurité civile	15		
Autres	16		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	17	4 994	64 383
Enlèvement de la neige	18		
Autres	19		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	20		
Transport adapté	21		
Transport scolaire	22		
Autres	23		
Transport aérien	24		
Transport par eau	25		
Autres	26		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27		
Réseau de distribution de l'eau potable	28		
Traitement des eaux usées	29		9 004
Réseaux d'égout	30		
Matières résiduelles	31		13 875
Cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

TRANSFERTS	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS CONDITIONNELS (SUITE)			
Santé et bien-être			
Logement social	1		
Autres	2		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	3		
Rénovation urbaine	4		
Promotion et développement économique	5		
Autres	6		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	7	4 386	4 202
Activités culturelles			
Bibliothèques	8	37 400	37 400
Autres	9	4 947	12 938
Réseau d'électricité	10		
Autres transferts conditionnels	11		
	12	42 394	191 100
			118 923
TOTAL DES TRANSFERTS	13	139 907	288 613
			214 286

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	178 379	188 833	197 363
Application de la loi	2	169 000	321 898	256 856
Gestion financière et administrative	3	540 703	607 159	611 999
Greffe	4	225 936	284 207	219 419
Évaluation	5	130 500	128 118	117 067
Gestion du personnel	6	83 458	78 572	79 610
Autres	7	335 400	21 802	583 861
	8	1 663 376	1 630 589	2 066 175
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	9	1 582 681	1 563 751	1 315 275
Sécurité incendie	10	497 016	527 402	444 740
Sécurité civile	11	11 350	10 400	12 982
Autres	12	6 500	7 359	5 282
	13	2 097 547	2 108 912	1 778 279
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	829 748	856 090	853 451
Enlèvement de la neige	15	664 427	638 525	582 232
Éclairage des rues	16	58 100	61 955	61 728
Circulation et stationnement	17	69 614	68 919	63 747
Transport collectif				
Transport en commun	18	3 567	3 646	3 567
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23	96 000	96 000	96 000
Transport par eau	24			
Autres	25	307 075	368 921	498 456
	26	2 028 531	2 094 056	2 159 181
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	656 615	644 823	612 462
Réseau de distribution de l'eau potable	28	244 674	244 052	202 944
Traitement des eaux usées	29	169 945	169 481	142 677
Réseaux d'égout	30	130 270	116 747	119 548
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	206 100	199 151	142 576
Élimination	32	75 890	87 576	41 085
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33	73 750	92 905	75 067
Traitement	34	30 150	23 978	16 115
Élimination des matériaux secs	35			
Plan de gestion	36			
Cours d'eau	37			1 994
Protection de l'environnement	38	4 000	8 420	
Autres	39	1 500	12 797	
	40	1 592 894	1 599 930	1 354 468

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Inspection des aliments	1			
Logement social	2	28 278	27 602	21 164
Autres	3			
	4	28 278	27 602	21 164
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	804 353	800 019	256 743
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6			
Autres biens	7			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8	214 201	221 453	245 834
Tourisme	9	46 000	45 583	56 180
Autres	10			
Autres	11	76 045	71 851	90 229
	12	1 140 599	1 138 906	648 986
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	289 356	285 130	271 135
Patinoires intérieures et extérieures	14	346 287	325 570	363 620
Piscines, plages et ports de plaisance	15	8 197	8 539	6 398
Parcs et terrains de jeux	16	132 810	133 116	90 308
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18			
Autres	19	47 974	35 781	40 773
	20	824 624	788 136	772 234
Activités culturelles				
Centres communautaires	21			
Bibliothèques	22	110 842	109 229	107 568
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23			
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	69 609	103 374	80 524
	26	180 451	212 603	188 092
	27	1 005 075	1 000 739	960 326
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	28			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	29	996 445	784 458	865 224
Autres frais	30	87 500	46 770	56 436
Autres frais de financement	31	2 000	15 242	874
	32	1 085 945	846 470	922 534

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement		Subventions de fonctionnement (gouvernements et leurs entreprises) -	Services rendus ¹	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux
			Immobilisations	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises) -				
DÉPENSES	+	+	+	-	-	-	=	=
Administration générale								
Évaluation	1 128 118 ²⁴	47	70	93	116	139	162	128 118
Autres	2 1 502 471 ²⁵	47 503 ⁴⁸	95 615 ⁷¹	94	117	11 074 ¹⁴⁰	(10 251) ¹⁶³	1 644 766
3	1 630 589 ²⁶	47 503 ⁴⁹	95 615 ⁷²	95	118	11 074 ¹⁴¹	(10 251) ¹⁶⁴	1 772 884
Sécurité publique								
Police	4 1 563 751 ²⁷	26 795 ⁵⁰	70 789 ⁷³	96	119	21 804 ¹⁴²	165	1 639 531
Sécurité incendie	5 527 402 ²⁸	58 665 ⁵¹	122 522 ⁷⁴	97	120	192 916 ¹⁴³	166	515 673
Sécurité civile	6 10 400 ²⁹	52	2 029 ⁷⁵	98	121	144	167	12 429
Autres	7 7 359 ³⁰	53	76	99	122	145	168	7 359
8	2 108 912 ³¹	85 460 ⁵⁴	195 340 ⁷⁷	100	123	214 720 ¹⁴⁶	169	2 174 992
Transport								
Réseau routier	9 856 090 ³²	209 195 ⁵⁵	905 911 ⁷⁸	101	124	43 083 ¹⁴⁷	170	1 850 286
Voie municipale	10 638 525 ³³	56	17 836 ⁷⁹	102	125	148	171	656 361
Enlèvement de la neige	11 130 874 ³⁴	57	5 055 ⁸⁰	103	126	149	172	135 929
Autres	12 99 646 ³⁵	58	81	104	127	150	173	99 646
Transport collectif	13 368 921 ³⁶	59	82	105	128	151	174	368 921
Autres	14 2 094 056 ³⁷	209 195 ⁶⁰	928 802 ⁸³	106	129	43 083 ¹⁵²	175	3 111 143
Hygiène du milieu								
Eau et égout	15 644 823 ³⁸	225 102 ⁶¹	308 089 ⁸⁴	107	130	153	176	1 122 381
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 244 052 ³⁹	130 560 ⁶²	85 850 ⁸⁵	108	131	7 400 ¹⁵⁴	177	445 129
Réseau de distribution de l'eau potable	17 169 481 ⁴⁰	17 158 ⁶³	207 ⁸⁶	109	132	9 004 ¹⁵⁵	178	113 090
Traitement des eaux usées	18 116 747 ⁴¹	50 813 ⁶⁴	35 ⁸⁷	110	133	156	179	147 155
Réseaux d'égout	19 403 610 ⁴²	65	88	111	134	157	180	389 735
Matières résiduelles	20 8 420 ⁴⁴	66	458 ⁸⁹	112	135	158	181	458
Cours d'eau	21 12 797 ⁴⁵	67	90	113	136	159	182	8 420
Protection de l'environnement	22 1 599 930 ⁴⁶	423 633 ⁶⁹	395 796 ⁹²	114	137	7 400 ¹⁶¹	183	2 240 322
Autres	23 1 599 930 ⁴⁶	423 633 ⁶⁹	395 796 ⁹²	115	138	22 879 ¹⁵⁵	184	2 240 322

1. Les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette et les autres frais de financement recouverts des organismes municipaux doivent être répartis par fonctions et par activités (à l'exception du remboursement de la dette à long terme).

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

Amortissement

	Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonctionnement et (gouvernements et leurs entreprises)	Subventions reportées (gouvernements et leurs entreprises)	Services rendus ¹	Gain (perte) sur dispositions	Coût des services municipaux
					Immobi- lisations	-					
DÉPENSES											
Santé et bien-être											
Logement social	27 602	15	29	42	55	68	81	94	27 602		
Autres		16	30	43	56	69	82	95			
3	27 602	17	31	44	57	70	83	96	27 602		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	800 019	18	46 975	32	18 027	45	2 129	58	71	84	862 892
Rénovation urbaine		19	33	46	59	72	85	98			9 167
Promotion et développement économique	267 036	20	34	47	60	73	86	99	(65 206)		338 318
Autres	71 851	21	35	48	61	74	87	100	24 060		47 791
8	1 138 906	22	46 975	36	33 270	49	2 129	62	24 060	(65 206)	1 258 168
Loisirs et culture											
Activités récréatives	788 136	23	2 335	37	134 961	50	9 274	63	292 128	102	619 644
Activités culturelles		24	3 409	38	51	64	39 700	77	90	103	72 938
Bibliothèques	109 229	24	3 409	38	51	64	39 700	77	90	103	72 938
Autres	103 374	25	27 960	39	3 595	52	65	78	91	104	134 929
11	1 000 739	26	33 704	40	138 556	53	9 274	66	292 128	105	827 511
12											
Réseau d'électricité											
13		27	41	54	67	80	93	106			
Frais de financement	846 470	28	(846 470)								

1. Les revenus des services rendus aux organismes municipaux et les revenus des autres services rendus. Le service de la dette et les autres frais de financement recouverts des organismes municipaux doivent être répartis par fonctions et par activités (à l'exception du remboursement de la dette à long terme).

**ANALYSE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		2005		2004
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	104 000	100 539	95 791
Autres	2	43 400	85 377	62 226
Sécurité publique				
Police	3			
Sécurité incendie	4	4 240	3 825	3 403
Sécurité civile	5			
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport collectif				
Transport en commun	8			
Transport aérien	9	96 000	96 000	96 000
Transport par eau	10			
Autres	11	3 567	3 646	3 567
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15			
Matières résiduelles	16			
Cours d'eau	17			
Protection de l'environnement	18			
Autres	19		12 797	
Santé et bien-être				
Logement social	20			
Autres	21			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	22	8 000	8 974	6 442
Rénovation urbaine	23			
Promotion et développement économique	24	117 425	117 425	130 032
Autres	25			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	26	16 400	35 781	40 773
Activités culturelles				
Bibliothèques	27			
Autres	28	3 400	1 491	2 708
Réseau d'électricité				
	29			
	30	396 432	465 855	440 942

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	2005		2004
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Revenus spécifiques transférés aux activités d'investissement	7 () () ()		
	8		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	9		
Taxe sur le revenu brut	10		
Frais d'exploitation	11		
Autres frais	12		
Frais de financement	13		
Dépenses avant imputation	14		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	15 () () ()		
	16		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	17		
Virement du Fonds d'amortissement	18 () () ()		
Virement au Fonds d'amortissement	19		
	20		
Autres transferts aux activités d'investissement	21		
	22		
	23		
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations	24		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	25		
Surplus accumulé affecté	26		
Réserves financières et fonds réservés			
Virement de	27		
Virement à	28 () () ()		
	29		
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières	30		
Financement à long terme des activités financières	31		
Surplus (déficit) de l'exercice	32		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		Budget	Réalisations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1		124 923
Conduites d'égout	2		
Conduites d'aqueduc	3		551 409
Usines de traitement de l'eau potable	4	556 943	45 342
Parcs et terrains de jeux	5		170 405
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	2 936 604	2 802 274
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		2 535
Autres infrastructures	11	200 000	83 859
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	45 000	215 558
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 056 500	482 355
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Véhicules - autres	17	412 710	317 953
Ameublement et équipement de bureau	18	177 176	134 501
Machinerie, outillage et équipement divers			
Abribus	19		
Autres	20	67 120	50 228
Terrains	21	93 100	2 216 893
Autres	22	175 000	
	23	7 720 153	7 198 235
AUTRES INVESTISSEMENTS			
Propriétés destinées à la revente	24		
Créances à long terme	25		
Placements à long terme	26		
Autres	27		
	28		
	29	7 720 153	7 198 235

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Police	30	45 500	325 386
Sécurité incendie	31	28 020	25 829
Autres	32		
	33	73 520	351 215

AUTRES RENSEIGNEMENTS

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	Valeur au 1^{er} janvier 2005	
ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		
Terrains vagues imposables		
Terrains vagues desservis	1	
Terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
Terrains vagues desservis	3	
Terrains vagues non desservis	4	
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	

	Valeur au 1^{er} janvier 2005	
SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
Établissements d'entreprises imposables	6	
Établissements d'entreprises non imposables en vertu de l'article 236 LFM ¹		
Visés par le 1 ^{er} alinéa de l'article 255 LFM	7	
Organismes internationaux visés à l'article 210 LFM	8	
Autres	9	
Valeur locative des établissements d'entreprises inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM (locaux vacants)	10	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	11	

	Facteur comparatif	
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	12	

POPULATION

Population permanente	13	5 528
Population saisonnière	14	1 000

1. Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1), ci-après citée LFM.

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 3 , <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	10	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	11	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	12	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

Taxes spéciales pour les activités financières (taux unique)	13	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités financières (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	14	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	15	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	16	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	17	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	18	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	19	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	20	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	21	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	22	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	23	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	24	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	2 2 6 , 0 0 \$
Égout	2	, \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	5 3 , 0 0 \$
Déchets domestiques	5	1 5 0 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau au compteur (- de 80 000 m.c.)	0,7400	7	mètre cube
Eau au compteur (+ de 80 000 m.c.)	0,7900	7	mètre cube
Eaux usées - commerces (+ de 450 m.c.)	0,1100	7	mètre cube
Eaux usées - industrie (+ de 450 m.c.)	0,3290	7	mètre cube
Règl 577 dette améliorations locales	11,5467	3	
Règl 546 dette améliorations locales	26,5068	3	
Règl 519 dette améliorations locales	1,8658	7	pied de frontage
Règl 725-92 (mars 2003)	0,6438	2	
Règl 725-92 (octobre 2004)	0,1329	2	
Terrains de golf	14 824,0000	7	hectare

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la Ville de Bromont pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la ville, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

LIEU Granby DATE 2006-04-20

SIGNATURE _____

Dernière modification : 2006-05-08 16:23:37

Réservé au ministère

1 182 684	9 883 371	1,6269	2 217 992
-----------	-----------	--------	-----------

**CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

Total des revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		13 084 010
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2		
Déduire			
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c.S-8)	3		
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM ³	4		
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
d) Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières ⁴	8		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres) ³	9	1 243	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus ³	10		
Catégorie des immeubles non résidentiels ³	11	455	
Catégorie des immeubles industriels ³	12	235 928	
Catégorie des terrains vagues desservis ³	13		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	14		
g) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	15	15 447	253 073
Total des revenus de taxes	17	12 830 937	

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés.

4. Régime d'impôt foncier **sans** taux variés.

TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

REVENUS ADMISSIBLES

Total des revenus de taxes	1	12 830 937
Ajouter		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'exercice courant	2	15 447
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière (montant relatif aux taxes foncières)	3	<u>237 626</u>
Total partiel	4	13 084 010
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
Taxes imposées en 2005 et non reconnues en vertu de la réglementation	5	
Taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2005	6	66 573
Taxes d'affaires	7	
Taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	8	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	9	
Compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	10	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base ou du taux moyen ²	11	3 134 066
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	12	<u>3 200 639</u>
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	14	<u><u>9 883 371</u></u>

1. Articles 4 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Régime d'impôt foncier **avec** taux variés seulement.

TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2004 ² ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt	1			577 374 800
		<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	
Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1 ^{er} janvier 2005				
Modifications apportées avant le 1 ^{er} janvier 2005	2	22 197 800	3 2 886 100	
Variation nette				4 19 311 700
Modifications rétroactives au 1 ^{er} janvier 2005 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur	5	22 237 800	6 11 409 000	
Variation nette				7 <u>10 828 800</u>
Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2005				8 <u><u>607 515 300</u></u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	9	<u>9 883 371</u>
Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2005	10	<u>607 515 300</u>

Taux global de taxation de 2005

(ligne 9 ÷ ligne 10) x 100 \$

Taux arrondi à la 4^e décimale près

11 1 , / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	2005	2004
N°	DATE				
201009	2002-01-14	Lien Villageoise	5 315		1 772
201009	2002-01-14	Analyseur COT	58 000		19 333
210468	2002-10-07	Signalisation	20 583		6 861
201009	2002-01-14	Pavillon	3 330		1 497
208348	2002-08-05	Véhicules polices	65 404		21 801
201009	2002-01-14	App. respiratoires	19 156		6 385
201009	2002-01-14	Informatiques	52 808		17 603
201009	2002-01-14	Photocopieur	16 876		5 625
201009	2002-01-14	Téléphones	15 644		5 215
201009	2002-01-14	Logiciels (rôle)	18 097		6 032
210468	2002-10-07	Rue Champlain	100 315		33 439
212518	2002-12-02	Centre d'information	57 950		5 569
201009	2002-01-14	Poste de police	30 905		20 603
301013	2003-01-13	Camionnette t.p.	39 445		26 297
301013	2003-01-13	Revit. flotte véhicu	23 127		15 418
301013	2003-01-13	Logiciel permis urb	28 611		18 426
301013	2003-01-13	Carrosserie incendie	5 955		3 970
301013	2003-01-13	Clôture tour aréna	2 349		1 566
301013	2003-01-13	Coupe bordure aréna	5 535		3 690
301013	2003-01-13	Électricité aréna	4 880		3 253
301013	2003-01-13	Sonde manuelle	2 565		1 710
301013	2003-01-13	Tables, chaises	2 003		1 335
301013	2003-01-13	Remorque VTT	900		600
301013	2003-01-13	Équipements info	78 886		52 590
301013	2003-01-13	Serveur hotel ville	22 000		14 667
301013	2003-01-13	Projecteur hotel vil	6 662		4 442
307318	2003-07-07	Communication radio	1 549		1 033
307318	2003-07-07	Communication	6 895		4 596
307318	2003-07-07	Pompes	11 806		7 870
312548	2003-12-17	Route verte	2 776		1 851
312548	2003-12-17	Éclairage aréna	31 940		21 962
307318	2003-07-07	Condenseur aréna	20 000		13 333
304137	2003-04-07	Camionnette police	14 988		9 992
401012	2004-01-12	Relocalisation CIE	23 431		23 431
401012	2004-01-12	Contribution dévelop	52 042		52 042
401012	2004-01-12	Téléavertisseurs	15 232		15 232
401012	2004-01-12	Véhicule police	35 407		35 407
401012	2004-01-12	Équip. mise à niveau	177 000		177 000
401012	2004-01-12	Équip. informatiques	20 995		20 995
402101	2004-02-16	Photocopieur police	9 971		9 971
407348	2004-07-05	Aérotherme	4 299		4 299
409436	2004-09-07	Intersection Sheffor	17 800		17 800

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	2005	2004
N°	DATE				
411484	2004-11-01	Éclairage aréna	7 926		7 926
412563	2004-12-13	Station pompage #5	3 708		3 708
412563	2004-12-13	Site des neiges	4 072		4 072
412563	2004-12-13	Station pompage #9	18 202		18 202
501009	2005-01-10	Informatique -greffe	2 630		
501009	2005-01-10	Télécopieur	1 000		
501009	2005-01-10	Fibre optique	46 364		
501009	2005-01-10	Informatique - Admin	9 420		
501009	2005-01-10	Véhicule police	30 350		
509494	2005-01-10	Radar - police	1 696		
501009	2005-01-10	Portes de garage	4 474		
501009	2005-01-10	Équipements Incendie	10 394		
501009	2005-01-10	Surfaceuse	92 961		
501009	2005-01-10	Sécurité aréna	7 130		
501009	2005-01-10	Chaises et chariots	5 987		
501009	2005-01-10	Informatique Gestion	1 314		
501009	2005-01-10	Gestion immobilière	36 100		
501009	2005-01-10	Véhicule - gestion	17 127		
501009	2005-01-10	Qualité eau potable	26 943		
501009	2005-01-10	Machinerie spécialis	18 100		
501009	2005-01-10	Circulation - signal	2 535		
509461	2005-09-06	Réfection de Gaspé	31 680		
509494	2005-09-28	Équipement mise à ni	10 031		
509498	2005-09-28	Réseau récréatif	23 225		
TOTAL			1	<u>2</u>	<u>750 421</u>

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	3	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même le surplus accumulé	<u>900-2005</u> 4	200 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	5	<u> </u>
	6	<u>1 000 000</u>
Diminution	7	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	8	<u>1 000 000</u>

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2005	1	1 155 209	2		3	1 155 209
Exercice 2004	4	4 452	5		6	4 452
Exercice 2003	7	7 670	8	318	9	7 352
Exercices antérieurs	10	723	11	723	12	
	13	1 168 054	14	1 041	15	1 167 013

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

		Remboursement de la dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
À la charge						
De l'organisme municipal	16	2 297 875	17	831 228	18	3 129 103
D'autres organismes municipaux	19		20		21	
Des gouvernements du Québec et du Canada et leurs entreprises	22		23		24	
D'autres tiers	25		26		27	
	28	2 297 875	29	831 228	30	3 129 103

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°	Projet N°
	2001 adm	Régl. 887-2004	Régl. 872-2003	Régl. 890-2004 A	Equip. mise niv	Régl. 882-2004	
	19 060	665 505	394 000	4 975	186 971	213 200	
SOURCES DE FINANCEMENT							
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	19 060	665 505	394 000	4 975	186 971	213 200	
Redressement aux exercices antérieurs							
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE							
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant							
Des contribuables ou municipalités membres							
Taxes générales spéciales							
Taxes de secteur spéciales							
Répartitions aux municipalités membres							
Ensemble des municipalités							
Certaines municipalités							
Autres							
De tiers							
Contributions des promoteurs		3 100					
Transferts conditionnels				103 688			
Autres							
Autres transferts des activités financières							
	(2 198)	(5 818)	26 619		11 513		
Autres sources							
Surplus accumulé non affecté							
Surplus accumulé affecté							
Réserves financières et fonds réservés							
Emprunts à long terme à la charge							
Des contribuables ou municipalités membres		349 000		248 000			
De tiers							
Total	(2 198)	346 282	26 619	351 688	11 513		
Financement au 31 décembre 2005 (A)	16 862	1 011 787	420 619	356 663	198 484	213 200	
DÉPENSES							
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	16 862	816 561	395 585	204 975	100 370	209 047	
Redressement aux exercices antérieurs							
Dépenses de l'exercice		195 226	397 034	108 864	98 114	199 651	
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	16 862	1 011 787	792 619	313 839	198 484	408 698	
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)			(372 000)	42 824		(195 498)	
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice							
Règlements d'emprunt							
Autres							
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS							
Financement non utilisé				42 824			
Dépenses à financer			372 000			195 498	
DÉPENSES AUTORISÉES		1 028 000	766 000	248 000		612 500	
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer							
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F	C	C	F	C	

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Règl. 885-2004	Projet N° Règl 890-2004 B	Projet N° Contrib dévelop 52 042	Projet N° Équipement info	Projet N° Fibre optique	Projet N° Véhicule police
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005			52 042			
Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3 Taxes générales spéciales						
4 Taxes de secteur spéciales						
Répartitions aux municipalités membres						
5 Ensemble des municipalités						
6 Certaines municipalités						
7 Autres						
De tiers						
8 Contributions des promoteurs						
9 Transferts conditionnels						
10 Autres						
Autres transferts des activités financières						
11						
Autres sources						
12 Surplus accumulé non affecté						
13 Surplus accumulé affecté						
14 Réserves financières et fonds réservés				14 364	46 364	30 351
Emprunts à long terme à la charge						
15 Des contribuables ou municipalités membres	1 974 000					
16 De tiers						
Total	1 974 000			14 364	46 364	30 351
Financement au 31 décembre 2005 (A)	1 974 000		52 042	14 364	46 364	30 351
DÉPENSES						
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	1 881 821	22 980	25 006			
20 Redressement aux exercices antérieurs						
21 Dépenses de l'exercice	318 998			14 364		30 351
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	2 200 819	22 980	25 006	14 364		30 351
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	(226 819)	(22 980)	27 036		46 364	
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24 Règlements d'emprunt						
25 Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26 Financement non utilisé			27 036			
27 Dépenses à financer	226 819	22 980			46 364	
DÉPENSES AUTORISÉES	3 140 000	200 000				
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29	C	C	C	F	C	F

↳ Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer

↳ Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Équipem police	Projet N° Équip. incendie	Projet N° Machin. incendie	Projet N° Signalisation	Projet N° Règl. 897-2005	Projet N° Règl. 899-2005
1						
2						
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005						
Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3						
4						
5						
6						
7						
De tiers						
8		8 947	1 793			
9					15 500	
10						
Autres transferts des activités financières						
11						
Autres sources						
12						
13						
14	1 695	4 474	10 615	2 535		2 198
Emprunts à long terme à la charge						
15						
16						
17	1 695	13 421	12 408	2 535	15 500	2 198
18	1 695	13 421	12 408	2 535	15 500	2 198
Financement au 31 décembre 2005 (A)						
DÉPENSES						
19						
20						
21	1 695	13 421	12 408	2 535	790 390	83 859
22	1 695	13 421	12 408	2 535	790 390	83 859
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)						
23					(774 890)	(81 661)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24						
25						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26						
27					774 890	81 661
28					782 808	202 500
DÉPENSES AUTORISÉES						
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29	F	F	F	F	15 500	C
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé						

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Règl. 902-2005	Projet N° Règl. 908-2005	Projet N° Règl. 905-2005	Projet N° Servitudes	Projet N° Gestion immobil	Projet N° Règl. 898-2005
SOURCES DE FINANCEMENT						
Financement au 1 ^{er} janvier 2005	1					
Redressement aux exercices antérieurs	2					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
Taxes générales spéciales	3					
Taxes de secteur spéciales	4					
Répartitions aux municipalités membres	5					
Ensemble des municipalités	6					
Certaines municipalités	7					
Autres						
De tiers						
Contributions des promoteurs	8					
Transferts conditionnels	9					
Autres	10					
Autres transferts des activités financières	11					
Autres sources						
Surplus accumulé non affecté	12					
Surplus accumulé affecté	13					
Réserves financières et fonds réservés	14			23 225	36 100	
Emprunts à long terme à la charge						
Des contribuables ou municipalités membres	15					
De tiers	16					
Total	17			23 225	36 100	
Financement au 31 décembre 2005 (A)	18			23 225	36 100	
DÉPENSES						
Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	19					
Redressement aux exercices antérieurs	20					
Dépenses de l'exercice	21	683 783	10 938	935 902		177 515
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	22	683 783	10 938	935 902		177 515
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	23	(683 783)	(10 938)	(935 902)	36 100	(177 515)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	24					
Règlements d'emprunt	25					
Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
Financement non utilisé	26				36 100	
Dépenses à financer	27	683 783	10 938	935 902		177 515
DÉPENSES AUTORISÉES	28	838 468	818 848	1 136 809		213 800
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	29					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé		C	C	C	C	C

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Équipements TP	Projet N° Qualité eau	Projet N° Informat eau	Projet N° Equip. eau	Projet N° Gestion eau sur	Projet N° Véhicule urbain
SOURCES DE FINANCEMENT						
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005						
2 Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3 Taxes générales spéciales						
4 Taxes de secteur spéciales						
5 Répartitions aux municipalités membres						
6 Ensemble des municipalités						
7 Autres						
De tiers						
8 Contributions des promoteurs						
9 Transferts conditionnels						
10 Autres						
Autres transferts des activités financières	870			8 966		
Autres sources						
12 Surplus accumulé non affecté					150 000	
13 Surplus accumulé affecté						17 127
14 Réserves financières et fonds réservés	18 100	26 943	50 000			
Emprunts à long terme à la charge						
15 Des contribuables ou municipalités membres						
16 De tiers						
17 Total	18 970	26 943	50 000	8 966	150 000	17 127
18 Financement au 31 décembre 2005 (A)	18 970	26 943	50 000	8 966	150 000	17 127
DÉPENSES						
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005						
20 Redressement aux exercices antérieurs						
21 Dépenses de l'exercice	18 970	16 987		8 966	124 923	17 127
22 Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	18 970	16 987		8 966	124 923	17 127
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)		9 956	50 000		25 077	
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24 Règlements d'emprunt						
25 Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26 Financement non utilisé		9 956	50 000		25 077	
27 Dépenses à financer						
28 DÉPENSES AUTORISÉES						
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29 Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	C	C	F	C	F

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Logiciel urbain	Projet N° Règl. 904-2005	Projet N° Règl. 903-2005	Projet N° Tennis et table	Projet N° Parc Chevreuil	Projet N° Parc Mont Gale
SOURCES DE FINANCEMENT						
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005						
2 Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3 Taxes générales spéciales						
4 Taxes de secteur spéciales						
5 Répartitions aux municipalités membres						
6 Ensemble des municipalités						
7 Certaines municipalités						
De tiers						
8 Contributions des promoteurs						
9 Transferts conditionnels						
10 Autres						
Autres transferts des activités financières	6 860		8 301		15 246	23 148
Autres sources						
12 Surplus accumulé non affecté						
13 Surplus accumulé affecté				8 654		40 346
14 Réserves financières et fonds réservés						
Emprunts à long terme à la charge						
15 Des contribuables ou municipalités membres		2 093 000	500 000			
16 De tiers						
Total	6 860	2 093 000	508 301	8 654	15 246	63 494
Financement au 31 décembre 2005 (A)	6 860	2 093 000	508 301	8 654	15 246	63 494
DÉPENSES						
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005						
20 Redressement aux exercices antérieurs						
21 Dépenses de l'exercice	6 860	2 092 312	8 301	8 654	15 246	63 494
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	6 860	2 092 312	8 301	8 654	15 246	63 494
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)		688	500 000			
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24 Règlements d'emprunt		688				
25 Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26 Financement non utilisé			500 000			
27 Dépenses à financer						
DÉPENSES AUTORISÉES		2 120 000	522 500			
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29 Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F	C	F	F	F

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N° Sécurité aréna	Projet N° Règl. 906-2005	Projet N° Chariot chaises	Projet N° Souffleuses	Projet N° Terrains	Projet N° Surfaceuse
SOURCES DE FINANCEMENT						
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005						
2 Redressement aux exercices antérieurs						
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE						
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant						
Des contribuables ou municipalités membres						
3 Taxes générales spéciales						
4 Taxes de secteur spéciales						
5 Répartitions aux municipalités membres						
6 Ensemble des municipalités						
7 Certaines municipalités						
Autres						
De tiers						
8 Contributions des promoteurs						
9 Transferts conditionnels						
10 Autres	13 500					
Autres transferts des activités financières			9 177	8 188		
Autres sources						
12 Surplus accumulé non affecté		25 000				
13 Surplus accumulé affecté						
14 Réserves financières et fonds réservés	6 912		5 986		23 540	92 961
Emprunts à long terme à la charge						
15 Des contribuables ou municipalités membres						
16 De tiers						
17 Total	6 912	38 500	15 163	8 188	23 540	92 961
18 Financement au 31 décembre 2005 (A)	6 912	38 500	15 163	8 188	23 540	92 961
DÉPENSES						
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005						
20 Redressement aux exercices antérieurs						
21 Dépenses de l'exercice	6 912	526 016	15 163	8 188	23 540	92 961
22 Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	6 912	526 016	15 163	8 188	23 540	92 961
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)		(487 516)				
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice						
24 Règlements d'emprunt						
25 Autres						
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS						
26 Financement non utilisé						
27 Dépenses à financer		487 516				
28 DÉPENSES AUTORISÉES		1 759 791				
Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer						
29	F	626 500	F	F	F	F

Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Projet N°
	Carré des Pins
SOURCES DE FINANCEMENT	
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005	_____
2 Redressement aux exercices antérieurs	_____
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE	
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant	
Des contribuables ou municipalités membres	
3 Taxes générales spéciales	_____
4 Taxes de secteur spéciales	_____
Répartitions aux municipalités membres	_____
5 Ensemble des municipalités	_____
6 Certaines municipalités	_____
7 Autres	_____
De tiers	
8 Contributions des promoteurs	_____
9 Transferts conditionnels	_____
10 Autres	_____
Autres transferts des activités financières	11 45 342
Autres sources	
12 Surplus accumulé non affecté	_____
13 Surplus accumulé affecté	_____
14 Réserves financières et fonds réservés	_____
Emprunts à long terme à la charge	
15 Des contribuables ou municipalités membres	_____
16 De tiers	_____
Total	17 45 342
Financement au 31 décembre 2005 (A)	18 45 342
DÉPENSES	
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	_____
20 Redressement aux exercices antérieurs	_____
21 Dépenses de l'exercice	45 342
Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	22 45 342
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	
23 Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice	_____
Règlements d'emprunt	24 _____
Autres	25 _____
FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS	
26 Financement non utilisé	_____
27 Dépenses à financer	_____
DÉPENSES AUTORISÉES	
28 Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	_____
29 Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	_____ F

ANALYSE DES PROJETS EN COURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	Total	Projets fermés	Projets en cours
SOURCES DE FINANCEMENT			
1 Financement au 1 ^{er} janvier 2005	1 535 753	871 536	664 217
2 Redressement aux exercices antérieurs	31		
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Revenus spécifiques transférés des activités financières provenant			
Des contribuables ou municipalités membres			
3 Taxes générales spéciales	32		58
4 Taxes de secteur spéciales	33		59
Répartitions aux municipalités membres			
5 Ensemble des municipalités	34		60
6 Certaines municipalités	35		61
7 Autres	36		62
De tiers			
8 Contributions des promoteurs	13 840	13 840	
9 Transferts conditionnels	119 188		119 188
10 Autres	13 500		13 500
11 Autres transferts des activités financières	126 098	117 797	8 301
Autres sources			
12 Surplus accumulé non affecté	175 000		175 000
13 Surplus accumulé affecté			
14 Réserves financières et fonds réservés	492 606	304 382	188 224
Emprunts à long terme à la charge			
15 Des contribuables ou municipalités membres	5 164 000	2 442 000	2 722 000
16 De tiers			
17 Total	6 104 232	2 878 019	3 226 213
18 Financement au 31 décembre 2005 (A)	7 639 985	3 749 555	3 890 430
DÉPENSES			
19 Dépenses au 1 ^{er} janvier 2005	3 673 207	933 793	2 739 414
20 Redressement aux exercices antérieurs			
21 Dépenses de l'exercice	7 198 235	2 815 074	4 383 161
22 Dépenses au 31 décembre 2005 (B)	10 871 442	3 748 867	7 122 575
23 ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)	(3 231 457)	688	(3 232 145)
Déduire : Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
24 Règlements d'emprunt	688	688	
25 Autres			
26 FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS	737 357		737 357
27 Dépenses à financer	3 969 502		3 969 502
28 DÉPENSES AUTORISÉES	14 390 024	3 148 000	11 242 024
29 Subventions ou contributions relatives aux dépenses à financer	745 688		745 688

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	Règlement N° 864-2002	Règlement N° 883-2004	Règlement N° 904-2005	Total
SOLDES DISPONIBLES AU 1 ^{ER} JANVIER 2005	5 401	6 533		11 934
Redressement aux exercices antérieurs				
Ajouter				
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à des Activités d'investissement			688	688
Activités financières				
Total partiel	5 401	6 533	688	12 622
Déduire				
Utilisation de l'exercice				
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme				
Autres frais de financement				
Remboursement de la dette à long terme				
Réduction de l'emprunt				
Autres fins spécifiées dans un règlement				
Activités d'investissement				
Activités financières				
Virement au surplus (déficit) accumulé				
Total partiel				
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2005	5 401	6 533	688	12 622
Montant réservé pour le service de la dette				
Montant non réservé	5 401	6 533	688	12 622
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2005	5 401	6 533	688	12 622

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subventions (des gouvernements et leurs entreprises)				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actualisation	Versement annuel	
a) Annuité (capital et intérêts)							
							1
b) Autre mode (capital seulement)							
							2
							3
							TOTAL

**EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2005**

Emprunts à long terme		Subventions ou contributions applicables à la partie d'emprunt non contractée			
Règlement N°	Année d'approbation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre	Provenance	Valeur au 31 décembre
872-2003	2003	766 000	372 000		
882-2004	2004	612 500	399 300		
885-2004	2004	3 140 000	1 166 000		
890-2004	2004	448 000	200 000		
897-2005	2005	782 808	782 808		
898-2005	2005	231 800	231 800		
899-2005	2005	202 500	202 500		
902-2005	2005	838 468	838 468		
903-2005	2005	522 500	22 500		
904-2005	2005	2 120 000	27 000		
905-2005	2005	1 136 809	1 136 809		
906-2005	2005	1 759 791	1 759 791		
908-2005	2005	818 848	818 848		
909-2005	2005	548 662	548 662		
	1	13 928 686 2	8 506 486		3

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	OUI	NON	S.O.
1. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de l'organisme municipal ?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
2. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
3. L'organisme municipal offre-t-il à ses employés actifs ou retraités ou aux élus des avantages de retraite ?	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005**

	OUI	NON	S.O.
4. La municipalité a-t-elle un vérificateur général ?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2005	5	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2005 des engagements en vertu du règlement concerné	6	_____	\$
6. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 972.2 du CMQ ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM (taux variés)	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>
7. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
8. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	29	_____	3

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

- | | OUI | NON |
|--|----------------------------|----------------------------|
| 9. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (LFM, article 195) ? | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 10. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (CMQ, article 678) ? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 11. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CMQ en matière de gestion des matières résiduelles (CMQ, art. 678.0.1) ? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |
| 12. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (CMQ, art. 10) ? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 88 Boul. de Bromont
(no) (rue)
Bromont (Québec) J2L 1A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 534-2021
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francis.deveault@bromont.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Francis Deveault

Téléphone (450) 534-2021 224
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 534-1025
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francis.deveault@bromont.com

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 35, rue Dufferin
(no) (rue)
Granby J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier Marc Legendre, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATIONS DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

RENSEIGNEMENTS SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2007

(Si la municipalité a eu des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM)

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2005	1
Facteur comparatif ¹	2
Valeur uniformisée	3	_____
Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 12 du <i>Règlement sur le régime de péréquation</i> (taux variés)	4	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2007 sont exacts.

_____ (Signature) _____ (Date)

1. Il s'agit du facteur comparatif du rôle d'évaluation mentionné à l'article 264 LFM, tel qu'établi lors du dépôt du rôle ou au premier ou au second anniversaire de son dépôt.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné, _____ (Nom), atteste que le rapport financier de Bromont (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, déposé lors de la séance du conseil du _____ (Date), a été transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et des Régions le _____ (Date).

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice qui apparaît à la page S9 ligne 35 est de 1 182 684 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation qui apparaît à la page S49 ligne 9 est de 9 883 371 \$

Signature _____ Date _____

Téléphone _____ (Ind. rég.) (Numéro) Télécopieur _____ (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification : 2006-05-08 16:23:37

Réservé au ministère

1 182 684	9 883 371	1,6269	2 217 992
-----------	-----------	--------	-----------

RAPPORT FINANCIER 2005 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S61 « Attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et des Régions les versions « papier » dûment complétées et signées des documents suivants :
 1. Page des attestations du greffier ou du secrétaire-trésorier (page S61)
 - Renseignements sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2007 (s'adresse aux municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 - Transmission électronique du rapport financier;
 2. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S5);
 3. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S6);
 4. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page 6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 5. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation (S46);
 6. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation (S46.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)

Mesure fiscale particulière

 7. Rapport du vérificateur externe sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (S67);
 8. Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation basé sur les valeurs ajustées (S67.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales et des Régions

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales et des Régions considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. Toute erreur de concordance pourrait amener le Ministère à considérer votre document non conforme. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 8 000 000

A) Surplus (déficit) de l'exercice (page S9 ligne 35)

B) Montant des revenus admissibles TGT (page S49 ligne 9)

C) Taux global de taxation (page S49 ligne 11)

D) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)